



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Budget-pre-electoral-le-FRAPRU-exige-un-signal-clair-du-PQ>

# **Budget pré-électoral : le FRAPRU exige un signal clair du PQ**

- Communiqués -



Date de mise en ligne : lundi 17 février 2014

---

**Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés**

---

**MONTRÉAL, le 17 févr. 2014 - « Le FRAPRU sait fort bien que le budget qui sera présenté jeudi par le ministre des Finances, Nicolas Marceau, ne sera pas adopté et qu'il ne servira que de rampe de lancement d'une campagne électorale. Nous n'en exigeons pas moins que le Parti québécois y donne un signal clair sur sa volonté de financer davantage de logements sociaux et de mieux répartir la richesse ». C'est en ces mots que Marie-José Corriveau, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain, a présenté les attentes pré-budgétaires du FRAPRU.**

L'organisme rappelle que, dans son budget de l'automne 2012, le ministre Marceau s'est engagé à financer 3000 logements sociaux en 2013-2014, sans donner plus d'assurance à plus long terme. Compte tenu de cette incertitude, le FRAPRU réclame que tous les partis en lice aux élections prennent rapidement des engagements écrits et chiffrés en faveur du logement social. Il ajoute que le Parti québécois ne doit pas laisser passer l'occasion de le faire dès le présent budget.

Selon Marie-José Corriveau, « les partis politiques doivent reconnaître toute l'ampleur des problèmes de logement ». Elle précise que, selon une enquête menée en 2011 par Statistique Canada, 228 000 ménages locataires consacrent plus de la moitié de leur revenu pour se loger au Québec, ce qui les force à couper dans leurs autres besoins essentiels, dont la nourriture, pour arriver à payer le loyer. Ce chiffre est de 144 000 dans la région métropolitaine de Montréal, de 21 100 dans celle de Québec, de 7700 à Gatineau, 7100 à Sherbrooke, 4900 à Trois-Rivières et 3600 à Saguenay. De plus, 105 300 logements locatifs ont besoin de réparations majeures au Québec, alors que 102 300 sont de taille insuffisante.

Le FRAPRU considère que le futur gouvernement aurait les moyens de financer la réalisation de 50 000 logements sociaux en cinq ans et de lutter réellement contre la pauvreté, s'il acceptait de revoir certains privilèges fiscaux qui ne profitent qu'aux mieux nantis et aux grandes corporations. À ce sujet, Véronique Laflamme, autre porte-parole de l'organisme, interpelle le ministre Nicolas Marceau : « À l'automne 2012, le ministre a évoqué le caractère minoritaire de son gouvernement pour faire marche arrière sur des engagements pris par le PQ en matière de fiscalité. Pourquoi ne revient-il avec ses mesures à l'occasion du budget et pourquoi n'en profite-t-il pas pour aller encore plus loin, en indiquant, par exemple, sa volonté de taxer le gains de capital des banques et des autres institutions financières ? ».